

F.S.U. 66

Bulletin trimestriel de la Section
des Pyrénées Orientales
de la **Fédération Syndicale Unitaire**
Éducation, Recherche, Culture, Justice

POUR UNE RENTREE OFFENSIVE !!!

A force de taper toujours sur les mêmes, il ne faut pas s'étonner qu'ils finissent par réagir !!!

Si nous pouvons être fiers des résultats des mobilisations précédentes, y compris, contre toutes attentes, du 24 juin, rien n'est encore joué. Il est nécessaire aujourd'hui de poursuivre et amplifier l'action, appeler à se mobiliser dès la rentrée, le 7 septembre, est le signe d'un changement notoire de stratégie.

Au travers de la question des retraites, c'est le devenir de la protection sociale fondé sur la solidarité qui est en jeu, et au-delà un choix de société voire de civilisation se joue. Ne soyons pas dupes, « foutaises » que tous ces discours sur la modernisation de nos institutions.

La crise, leur crise, sert d'alibi à la destruction massive des acquis issus du Conseil National de la Résistance. Les descendants de ceux qui en 1945, du fait de leur collaboration, n'ont pu s'opposer au progrès social, nous contestent aujourd'hui ce que nos pères et nos mères ont acquis dans le sang et les larmes.

Ce sont ces mêmes qui s'attaquent aux Services Publics. Bien qu'ayant joué un rôle d'amortisseurs social dans la crise, les fossoyeurs de la protection sociale poursuivent leur stratégie de casse. Jugés coûteux, la contre réforme libérale voue les services publics aux gémonies.

C'est toujours aux mêmes qu'il est demandé de faire des efforts, cette France d'en bas, celle des gens de peu que le pouvoir méprise et entend détrousser. C'est pour cela que la rue doit se mobiliser massivement le 7 septembre parce qu'il y en a marre du « *foutage de gueule* » présidentiel, du « *faites ce que je dis mais pas ce que je fais* », de cette attitude plus que méprisante d'une élite politique qui se croit au dessus des lois et se permet toutes les dérives tant avec l'argent du contribuable, que celui des salariés.

Les quelques affaires révélées ces derniers mois ne font qu'accroître ce sentiment de retour sous l'Ancien Régime, où un quarteron de rentiers, de spéculateurs et de tricheurs raflent les fruits de notre travail. Nous n'avons pas à courber l'échine devant ces détrousses de dentiers, ces voleurs à la tire de la corbeille, ces voyous émigrés fiscaux. Pas plus que la nation n'a à soumettre son destin aux diktats de la finance internationale.

NON à leur politique d'asservissement et d'appauvrissement de l'humanité. NON à la loi du dieu argent, à l'enrichissement d'un petit nombre sur le dos de la majorité. NON au fatalisme, à la résignation, au découragement. NON aussi à la stigmatisation d'une partie de la population : les immigrés, les pauvres, les gens du voyage NON aux délires sécuritaires d'un pouvoir à la dérive.

OUI, nous pouvons mettre en échec cette machine infernale. OUI, nous pouvons imposer des choix alternatifs au néolibéralisme. OUI, des batailles peuvent être gagnées

RESISTANCE n'est pas un vain mot. Pour que nos voix soient entendues, tous ensemble, tous ensemble, OUAIS, OUAIS !!!

Françoise Chatard

Gérard Gironell

18 rue Condorcet 66000 PERPIGNAN
Tél. 04.68.66.68.29 Fax: 09.65.29.48.80
e-mail: fsu66@fsu.fr http://fsu66.free.fr

Directeur de la Publication:

M. FRANQUESA

Imprimé par nos soins

ISSN en cours

CPAP: 0711 S 06469

Dispensé de timbrage

Routage 206

Perpignan Centre de Tri

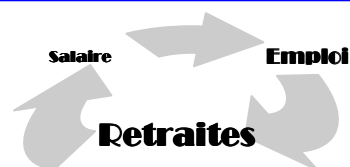
P

PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Déposé le 27 / 09 / 2010

Sommaire:

1. Edito
 2. L'avenir des retraites
 3. lundi 6 septembre second degré dans l'action.
- Mardi 8 juin Congrès départemental d'Etude : Retraites .



Pourquoi devrions nous travailler plus pour gagner toujours moins, alors que certains trichent et s'enrichissent ?

Nous n'avons pas à nous laisser dépouiller de nos acquis sociaux

Parce qu'on le vaut bien !

TOUS EN GREVE LE MARDI 7 SEPTEMBRE 2010

à l'appel de la

CFDT / CFTC / CGC / CGT / FSU / Solidaires / UNSA

RASSEMBLEMENT

10 h 30

PLACE DE CATALOGNE - PERPIGNAN

Retraites : réforme nécessaire ou marché de dupes ?

La question de l'avenir des retraites pose une question cruciale quand à l'organisation de la société. Le système actuel, fondé sur la répartition, assure un niveau de vie équivalent entre actifs et retraités (le taux de remplacement du revenu d'activité se situant en moyenne autour de 75% du revenu).

Si des adaptations sont à envisager pour faire face à l'allongement de l'espérance de vie, le système de répartition pourrait être sérieusement remis en cause par les partisans de la retraite par capitalisation.

Les discours catastrophistes sur l'urgence de la réforme, ainsi que les propositions esquissées ne visent aucunement à garantir un niveau de vie correct pour les futurs retraités.

Plus qu'un simple problème de gestion des solidarités intergénérationnelles, la question de l'avenir des retraites telle qu'elle est abordée, nous renvoie vers un choix de civilisation : quelles règles de partage de la richesse nationale la société française veut-elle voir se mettre en place ? Quel mode de construction du lien social doit être privilégié pour le futur : solidarité ou individualisme ?

Ce sont les orientations politiques des trente dernières années qui ont mis à mal le système de retraite. La modification du partage de la valeur ajoutée en défaveur des salaires est le produit d'un changement radical d'orientation des politiques économiques. Le social libéralisme des années 80, a permis la mise en œuvre de politiques plus en faveur des profits, ce qui de fait a contribué à fragiliser l'assiette sur laquelle se fonde la politique de redistribution. Dès lors les contre réformes peuvent se mettre en marche.

Le gel de la progression des salaires (désindexation), la précarisation de l'emploi (flexibilité) un fort taux de chômage, le recours systématique aux préretraites pour les travailleurs âgés, et la réduction des cotisations patronales, ont largement contribué à la fragilisation de la protection vieillesse. En organisant la crise de financement, on pouvait alors remettre en cause la légitimité du système, et organiser son probable démantèlement.

Le lobby des compagnies d'assurance peut espérer à terme l'abandon de la répartition, tant il aspire à gérer les placements de l'épargne retraite source de mirifiques profits.

Le principal défi lancé au système de retraite par répartition résulte d'une bonne nouvelle : celle de l'allongement de la durée de vie, ce qui est de toute évidence un résultat de la capacité de notre société à prendre en charge les besoins de l'homme, il faut y voir le signe d'un progrès social, même si beaucoup reste à faire.

Le rapport du nombre de retraités par actif qui se situe aujourd'hui à 4 retraités pour 10 actifs, (un rapport stable depuis 20 ans), devrait atteindre celui de 7 retraités pour 10 actifs en 2040. Présenté sous la forme d'un simple rapport démographique, le problème effectivement peut paraître inquiétant pour l'opinion.

Premièrement le phénomène de la montée en charge sera progressif pour atteindre son apogée en 2040, et décroître. Le défi que doit relever la société française est un pic de population retraitée.

En maintenant les conditions actuelles de départ à la retraite, et en tablant sur une hypothèse d'un taux de chômage de 4,5 %, le coût global des retraites s'élèverait à 18,3 % du PIB en 2040. Ce qui représente un effort substantiel, mais pas insurmontable.

Si l'on table sur un rythme de croissance du PIB de 2% par an (ce qui est à peu près le taux de croissance tendanciel enregistré sur longue période), la richesse produite devrait doubler d'ici 2040.

Une montée en charge progressive du rapport retraité/actif, un doublement du PIB étalé sur 40 ans sont les éléments qui permettent la pérennité et la tolérabilité du système de répartition.

La question qui ressurgit ici est toujours celle du partage de la valeur ajoutée; ce qui recentre le débat du financement des retraites sur un choix politique et social : quelles règles de partage de la richesse voulons-nous voir se mettre en place ?

Jusqu'à présent, l'axe majeur des réformes en France comme dans de nombreux pays développés, a consisté avant tout, à réviser à la baisse le mode de revalorisation des pensions (indexation sur les prix et non sur les salaires), à allonger la durée de cotisation pour obtenir une retraite à taux plein, et à étendre le nombre de salaires annuels de référence pris en compte dans le calcul des pensions. En subordonnant le droit à la retraite au modèle de la carrière salariale à temps plein, on remet en cause le montant des retraites, ainsi que le niveau de vie des retraités.

La réforme de 1993, puis celle de 2003, inscrites dans cette dynamique ont entraîné une diminution sensible des pensions. La réforme de 2010 générera encore plus d'injustices. Garder plus longtemps des salariés en activité alors que le chômage et le sous-emploi touche 8 millions de personnes ne permettra pas d'asseoir un financement sûr des retraites, et induira un nombre de retraités pauvres croissant. Si l'on considère, que du fait de l'allongement des études, l'entrée sur le marché du travail se fait de plus en plus tard, l'âge de départ à la retraite effectif ne pourra que reculer. A l'inverse les plus hauts revenus anticipant cette évolution constitueront une épargne pour compenser la baisse du niveau de pension, creusant de fait les inégalités économiques, les transformant en injustice sociale.

Même si la route semble être tracée à l'avance, devons nous accepter avec fatalisme, au nom du modèle global de nous plier aux exigences que le pouvoir veut faire passer pour raisonnables et équitables. Devons nous accepter un plan qui organise la pauvreté, l'exclusion, et l'insécurité sociale pour la majorité, et qui livre les clés d'un enrichissement sans limites à une minorité sociale.

L'éventail des possibles est largement ouvert, et certains sont curieusement absents du tintamarre médiatique suscité par le débat sur les retraites, ces choix établissent des droits nouveaux et élargissent le champ des conquêtes citoyennes.

il nous reste à nous emparer d'eux, et même si la marge de manœuvre qui nous est laissée est étroite, le rapport de force que nous serons en mesure d'établir peut largement influencer les choix : "*la civilisation, la vraie, se construit non sur des complaisances faciles, des démissions, des esclavages, mais sur des refus, des ruptures, des dépassements*" (Théodore Monod).

Gérard Gironell

Pourquoi devrions nous désespérer d'un avenir qui verra la masse de richesse produite doubler ?

**Pourquoi devrions nous renoncer à nos acquis sociaux
au bénéfice de quelques rentiers, spéculateurs et autres tricheurs ?**

OUI, nous pouvons mettre en échec cette machine infernale !

OUI, nous pouvons imposer des choix alternatifs au néolibéralisme ! OUI, des batailles peuvent être gagnées !

TOUS EN GREVE LE MARDI 7 SEPTEMBRE

Lundi 6 septembre : Grève nationale dans les collèges et les lycées.

Dénoncer, convaincre, construire l'avenir.

En appelant les personnels à faire grève dès le premier jour effectif de rentrée, le SNES prend ses responsabilités en donnant à cette action un caractère exceptionnel. Il s'agit d'exprimer une dénonciation forte et solennelle de la politique éducative du gouvernement et de frapper fort dès le début de l'année scolaire. Nous devons combattre cette politique mortifère : suppressions massives d'emplois, précarisation, sacrifice de la formation des enseignants, dégradations des conditions de travail, augmentation de la charge de travail, réduction des horaires d'enseignement (notamment dans le cadre de la réforme des lycées et du socle commun au collège), abandon d'une ambition éducative pour tous, destruction du service public d'orientation, multiplication des expérimentations jamais évaluées ... Les motifs de colère ne manquent pas.

Ensemble, le 6 septembre, nous devons imposer d'autres choix ambitieux pour l'Education et la relance de la démocratisation du second degré : l'arrêt des suppressions de postes et la mise en œuvre de recrutements massifs, abandon des réformes Chatel du lycée et de la gouvernance des établissements, une nouvelle formation des enseignants ambitieuse et de qualité, une revalorisation des carrières et des salaires, l'amélioration des conditions de travail et d'études dans les lycées et les collèges ...

Cette politique éducative gouvernementale est emblématique d'une logique comptable et idéologique qui s'exprime plus largement avec brutalité et cynisme dans les choix faits en matière d'emplois, de salaires et de retraites. Cette journée du 6 septembre doit faire le lien avec la journée nationale de grève du lendemain mardi 7 pour sauver nos retraites et permettre au-delà la construction d'un vaste mouvement social.

Ensemble, massivement, donnons-nous la force de changer le cours des choses ! **Tous en grève les lundi 6 et mardi 7 septembre 2010 !**

Marc Moliner.

Suppression de postes et « réforme » de retraites : l'école et ses personnels mis à mal

Le dogme de la diminution de l'emploi public continue à faire des ravages, alors que les prévisions d'effectifs annoncent une hausse de 91 000 élèves entre 2005 et 2015 dans les écoles maternelles et élémentaires. La découverte des « fiches » adressées au recteurs, expliquant clairement et cyniquement les leviers de suppressions massives de postes que constituent les différentes réformes menées par le ministère correspondant au non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partants à la retraite, est ressentie par l'ensemble des personnels comme une provocation supplémentaire mais aussi comme la marque d'un profond mépris.

Ces préconisations confirment que l'objectif essentiel des réformes engagées est la suppression massive de postes et sont totalement inacceptables : alourdissement des effectifs par classe, regroupement de sections, fermeture de petits établissements et de classes uniques, nouvelle baisse de la scolarisation des 2 ans en maternelle, suppression de postes de Rased et de Co-psy, remise en cause des IDD en collège, précarisation du remplacement, remise en cause de décharges de service, suppressions de postes des personnels techniques et administratifs dans les EPLE et les administrations etc.

Ecoles maternelles et élémentaires, collèges, lycées, personnels administratifs, sociaux, médicaux, TOS... aucun secteur n'échappe à la volonté de supprimer des emplois.

Par ailleurs la pseudo-réforme des retraites constitue une nouvelle attaque massive contre les salariés : recul de l'âge légal, allongement de la durée des cotisations, les mêmes recettes éculées ne servent qu'à remettre en cause le droit à une retraite décente à un âge où l'on puisse réellement en profiter. Qui peut sérieusement accrédi-ter l'idée, alors que le métier est, chacun l'accorde, de plus en plus difficile, qu'il y aurait une quelconque justice à ce que nos nouveaux collègues soient obligés de travailler 12 ans de plus que leurs aînés instituteurs pour ne pas être touchés par la décote ? L'argument sur l'allongement de la vie (en moyenne) fait sciemment l'impasse sur la montée en flèche de la dépendance, pourtant soulignée par tous les professionnels de la santé et la mutualité. Quant à la bonne blague du travail des seniors, qui a oublié que Mr Juppé lui même a fait valoir ses droits à la retraite d'inspecteur des finances après... trente-huit ans et trois mois de service !

Face à un gouvernement qui a fait des salariés et de la fonction publique ses premières cibles, qui n'hésite pas pour faire diversion et chasser les voix du FN à se livrer à des manœuvres dignes des heures les plus sombres de notre histoire, qui valent d'ailleurs à la France d'être mise en cause par le Comité des Droits de l'Homme de l'ONU ou par le gouvernement roumain, officiellement « inquiet des "risques de dérapage populiste" et de "réactions xénophobes", l'heure n'est plus à hésiter.

Il faut une mobilisation à la hauteur des menaces et des attaques portées. Tous en grève et dans la rue le 7 septembre !

Alain VIBERT-GUIGUE – Jérôme GUY

Sarkozy, le Starsky sécuritaire

Ce mec est un grand malade. Le nouveau Starsky de la Sécurité. « Vous allez voir ce que vous allez voir ». « En vérité, je vous le dis », j'ai été élu pour éradiquer la vermine, la « nettoyer au Karcher », et je le fais, sans faiblesse et sans complaisances. Le grand cœur à gauche et le grand bâton à droite sont des valeurs dépassées. Soyons tous unis, gauche droite pour faire face à l'envahisseur.

Mais au fait c'est qui l'envahisseur ? Ben l'étranger, voyons ! L'immigrant qui est forcément délinquant ; les gens du voyage qui sont des fauteurs de troubles ; les hordes de ceux qui cherchent refuge en France : tout ça est à bouter hors de France ! Déchus de la nationalité française les français d'origine étrangère délinquants, en prison les parents d'enfants délinquants...

Mais le discours de Grenoble est loin d'être une première. Dès juillet 2002, Sarkozy dénonce l'immigration clandestine et sa volonté de lever le tabou sur les gens du voyage. En juin 2008, il intègre la directive européenne du retour dans notre code de l'immigration. En septembre 2009, il fait évacuer la « jungle » de Calais. En février 2010, Hortefeux tente de faire expulser le Kurdes arrivés en Corse. Et modifie, pour la 5^{ième} fois en 6 ans, le Code d'Entrée et de Séjour des Étrangers.

Sans oublier bien sûr le débat sur l'identité nationale. La question était déjà en fait de savoir si les étrangers étaient compatibles avec l'identité nationale française. Non pas une réflexion sur notre identité mais la volonté de tracer une ligne de démarcation entre les « étrangers » et le reste. Dans ce débat, comme dans le discours de Grenoble, loin d'apaiser les tensions il exacerbe les communautarismes en pointant des minorités qu'il désigne coupables de l'insécurité et qu'il livre à la vindicte populaire.

La Constitution de la France, République laïque, démocratique et sociale, assure « l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion ». La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme stipule dans son article 15 que « tout individu a droit à une nationalité. Nul, pas plus les élus de la nation que quiconque, n'a le droit de bafouer ces principes fondamentaux.

Dans la mesure où ce sont nos élus eux-mêmes qui les bafouent, c'est aux citoyens qu'il appartient de défendre les droits de la République contre les lois de ce gouvernement. « La persistance du droit contre l'obstination de la loi »* peut et doit tout sauver.

A l'instar de la manifestation nationale, les organisations départementales signataires de l'appel « non à la politique du pilori » appellent ceux qui veulent que la France reste le pays des droits de l'homme à se rassembler **Place de la Victoire le samedi 4 septembre à 18h30.**

Anne-Marie DELCAMP

* Victor Hugo « Actes et Paroles. Avant l'exil »

Signez l'appel en ligne !

<http://nonalapolitiquedupilori.org>

Une dégradation programmée du taux de remplacement pour une retraite à 60 ans

(* pension nette / salaire net)

(sources IRES et CGT)

Génération né en	1938	1955	1985
Année de liquidation	1998	2015	2045
Salarié non cadre du privé	81,5%	66,5%	47%
Cadre du privé	55%	42,5%	35%
Fonctionnaire	81%	61%	53%
Fonctionnaire (20% de primes)	67,5%	52%	55%

Le gouvernement occulte les effets dévastateurs des réformes de 1993 et de 2003 sur le niveau des pensions.

Baisser le niveau général des pensions des salariés du public et du privé, c'est bien de cela qu'il s'agit ! En allongeant la durée de cotisation, en reculant les bornes d'âge de départ à la retraite et d'âge maximum d'activité, le Gouvernement provoque par effet mécanique une baisse généralisée du niveau des pensions.

Comment cette nouvelle réforme, guidée par les mêmes principes que celles de 1993 et 2003, n'aggraverait-elle pas la tendance à la baisse générale du niveau des pensions ?

**Des marges de manœuvre existent !
Rien n'est joué !**

TOUS EN GREVE LE 7 SEPTEMBRE